finances

Débats d'Orientations Budgétaires

Conseil municipal du 18/12/2019

Commentry
déborde d'énergie

I – LE CONTEXTE NATIONAL

La croissance française s'est montrée résiliente dans le contexte de ralentissement global. Les enquêtes sur les perspectives d'investissements des entreprises montrent un cycle d'investissement qui se poursuit dans l'industrie comme dans les services. Coté ménages, la confiance s'est redressée tout au long de l'année grâce à l'amélioration du marché du travail, qui permet une bonne tenue des revenus de l'emploi et la succession de mesures budgétaires en soutien au pouvoir d'achats des ménages (2019 : baisse des cotisations des salariés, dégrèvements de la taxe d'habitation, hausse de la prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires).

L'inflation :

Dans ce contexte, les dépenses de consommation ont connu une accélération sur les derniers trimestres, avec un glissement annuel qui est passé de 0.8% fin 2018 à 1.3% au troisième trimestre 2019 et devraient se maintenir sur un rythme similaire dans les prochains mois. La demande de crédit ménages, tant du côté des crédits à la consommation que des crédits logements, en phase d'augmentation en raison notamment de la faiblesse des taux d'intérêt est également un facteur de soutien de l'activité.

Le projet de loi de finances :

1. - La Taxe d'Habitation

Les bases et taux de TH figés en 2020

Le point 1.6 de l'article 5 du PLF 2020 prévoit que les communes et EPCI perdent leur pouvoir de taux sur la taxe d'habitation : les taux de TH 2020 sont figés à leur niveau de 2019. Par ailleurs le coefficient de revalorisation des bases (2,2% en 2019) ne sera pas appliqué pour la TH en 2020.
A noter toutefois que la commission des finances de l'Assemblée Nationale a réintroduit par amendement un coefficient de +0,9% pour 2020. Ces éléments sont encore susceptibles de varier pendant les discussions parlementaires.

Transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti aux communes à compter de 2021

Afin de compenser la suppression de la taxe d'habitation, le PLF prévoit le transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti aux communes à compter de 2021.

Ainsi le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti 2019 et du taux communal de foncier bâti 2019.

Un coefficient correcteur sera également mis en place afin de neutraliser les écarts de compensation. L'année de référence pour les taux et abattements de TH des communes pris en compte sera 2017.

2.- Dotations et péréquation

La dotation forfaitaire des communes

Le PLF 2020 n'introduit pas de modification dans le calcul de la dotation forfaitaire qui continuera d'évoluer en fonction de l'évolution de la population DGF et de l'écrêtement si le potentiel fiscal de la commune est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen. Au vu des abondements inscrits dans le PLF l'écrêtement devrait être similaire à celui de 2019.

Les dotations de péréquation verticales (DSR, DSU et DNP)

Le PLF 2020 prévoit les mêmes abondements qu'en 2019 à savoir +90M€ sur la DSR.

Le FPIC

Le PLF 2020 maintient les enveloppes de FPIC à son niveau de 2019.

L'écrêtement des variables d'ajustement

Les variables d'ajustement sont écrêtées chaque année afin de compenser les augmentations internes de l'enveloppe normée, dont la DCRTP du bloc communal, départements et régions.

3.- Les autres mesures

Vers une révision des valeurs locatives

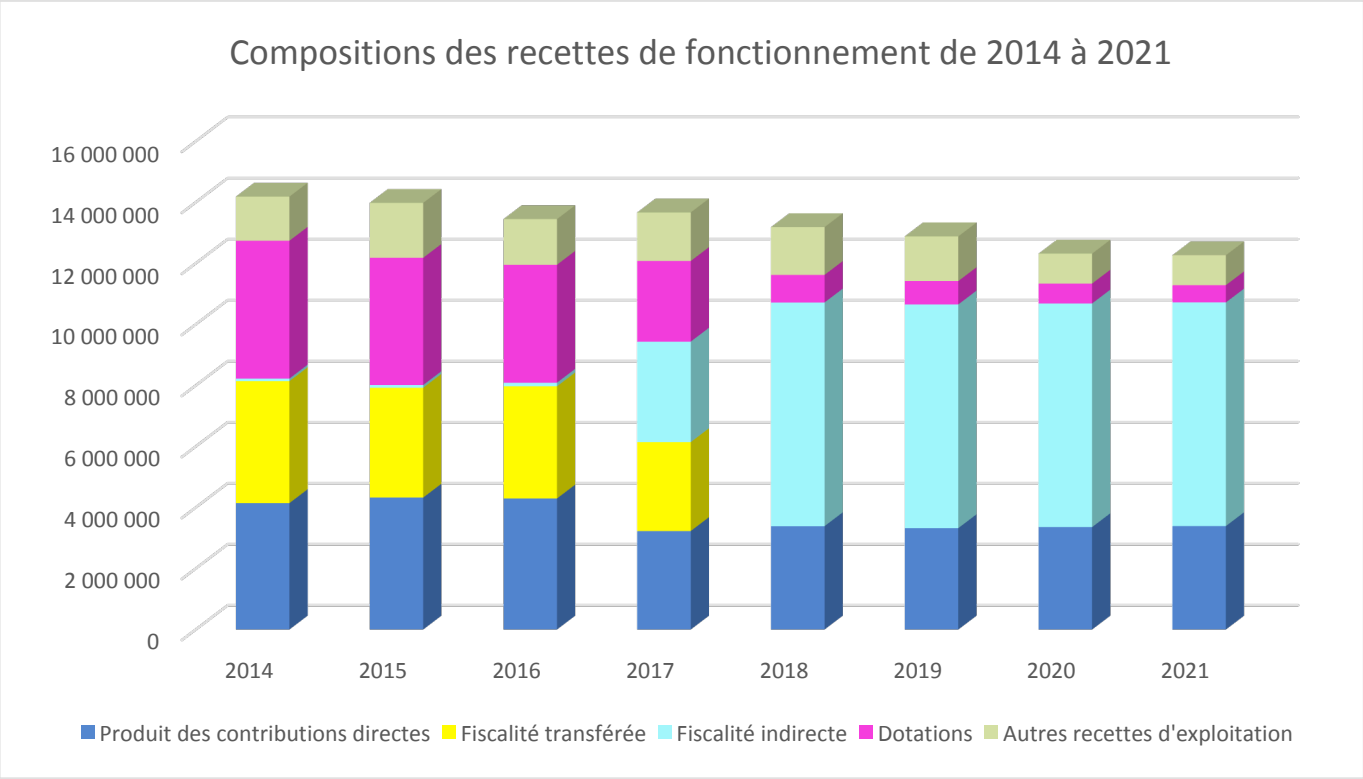
L'article 52 du PLF 2020 prévoit un calendrier de mise en œuvre de la révision des valeurs locatives.

1er Janvier 2026 : application des nouvelles valeurs locatives

Nouveau report de l'automatisation du FCTVA

Le PLF 2020 acte une nouvelle fois le report d'un an de l'automatisation du FCTVA. Celle-ci devrait s'appliquer à compter du 01/01/2021.

II- LE CONTEXTE COMMUNAL - LE FONCTIONNEMENT



Le graphique ci-dessus dépeint très clairement l'évolution de la situation des recettes de la collectivité depuis 2014.

Les recettes totales ont diminué de 1 867 318 € de 2014 à 2020.

Les dotations de l'état ont été divisées par 7, la diminution s'élève à 3 864 566€. Le transfert de la fiscalité d'entreprise à la communauté de communes a réduit le montant des recettes fiscales de 785 918 €, compensé en bleu clair dans la fiscalité indirecte.

Au final la baisse des recettes directes se monte à 1 403 377 € (hors autres recettes d'exploitation). Cette diminution comprime le budget communal et implique une diminution des dépenses difficiles à réaliser dans un contexte de hausse des prix des énergies, des règlementations en constantes évolutions et de maintien d'un service aux usagers de qualité.

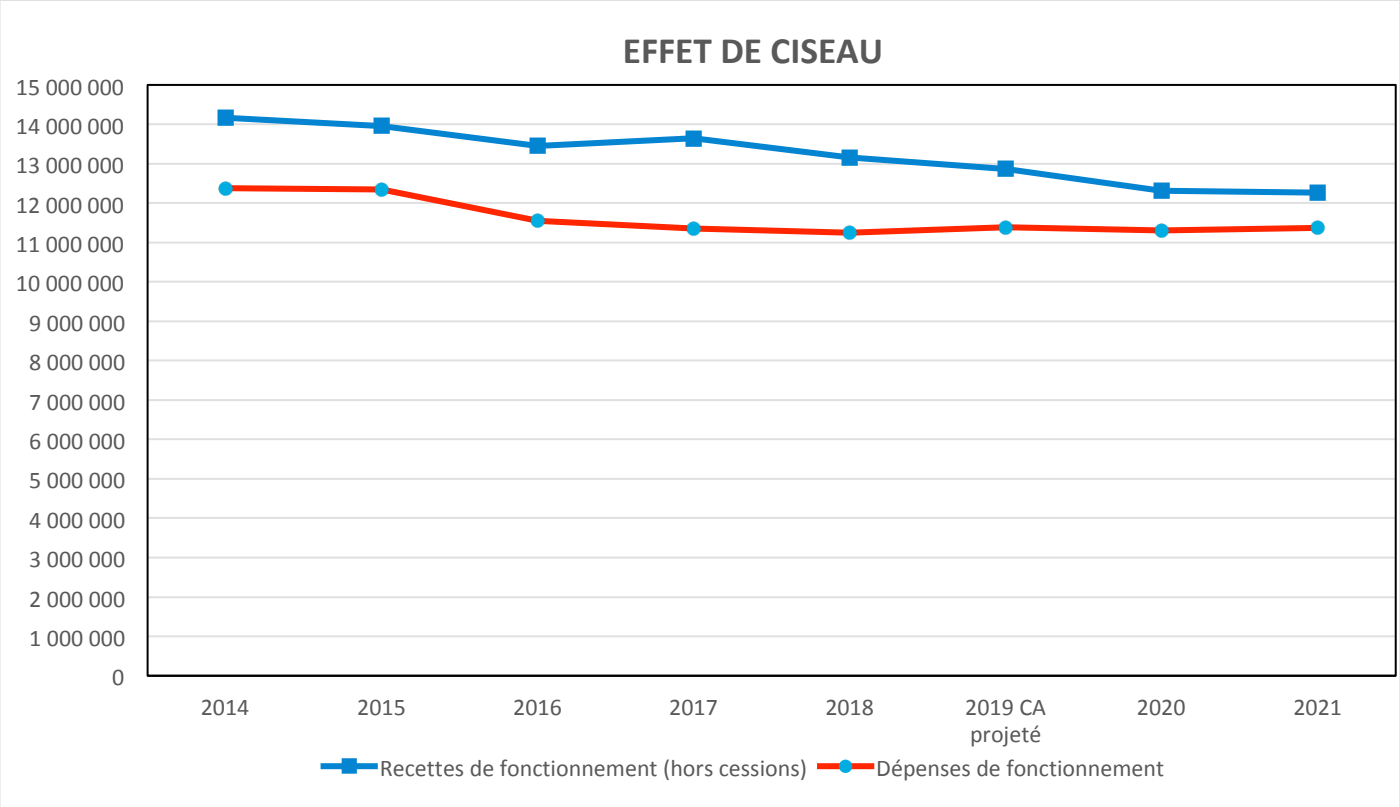
Les recettes étant limitées et les dépenses en augmentation, l'effet de ciseau (Évolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation) s'accentue encore en 2020.

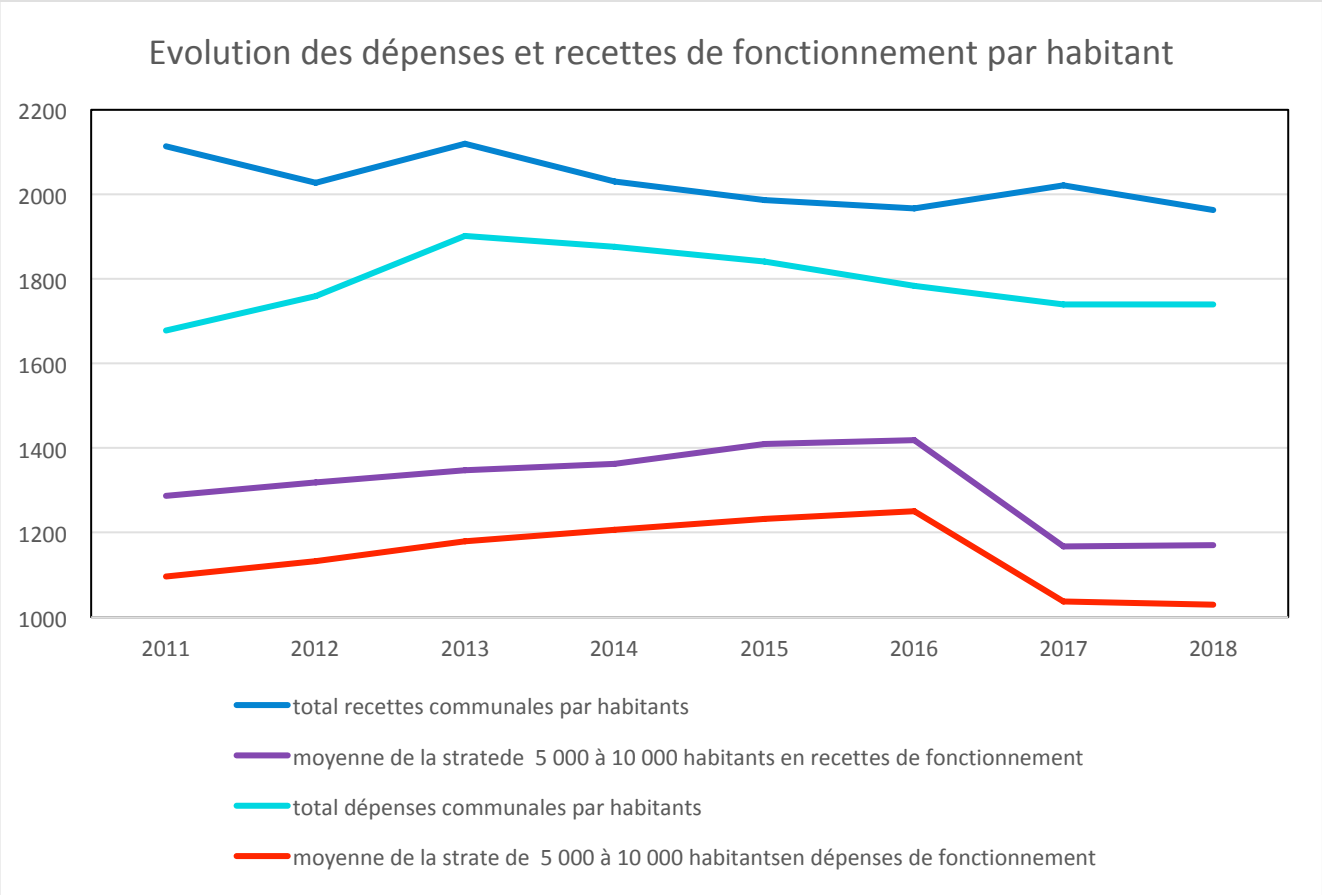
C'est une prévision prudente pour les recettes, qui nous le souhaitons, seront revues à la hausse, soit au moment du budget supplémentaire soit en cours d'année 2020.

Ainsi pour Commentry les variations sont les suivantes :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 CA projeté	2020	2021	Variation 2021/2014
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	14 170 013	13 949 328	13 444 485	13 642 232	13 151 800	12 866 010	12 318 422	12 265 295	-1 904 718
Evolution n-1	0,12%	-1,56%	-3,62%	1,47%	-3,59%	-2,17%	-4,26%	-0,43%	-13,44%
Dépenses de fonctionnement	12 374 495	12 347 461	11 554 594	11 346 319	11 247 789	11 387 013	11 306 510	11 362 462	-1 012 033
Evolution n-1	4,53%	-0,22%	-6,42%	-1,80%	-0,87%	1,24%	-0,71%	0,49%	-8,18%

La diminution progressive des recettes de fonctionnement et les charges de fonctionnement devenues incompressibles (sans diminution du service aux usagers) accentuent l'effet ciseau.





Sur le graphique ci-dessus on constate que la commune, au-delà de percevoir des recettes nettement supérieures à sa strate (5 000 à 10 000 habitants) et compte tenu de ses dépenses, maintient son résultat de fonctionnement. En effet, la commune dégage un résultat de fonctionnement en moyenne de 238.5 € par habitant contre 164.75 € pour les communes de même strate pour la période de 2011 à 2018 (éléments issus des Comptes individuels des collectivités – Ministère de l'Action et des Comptes publics).

1- Les recettes de fiscalités ménages :

L'évolution des bases dépend d'une part de l'indexation décidée en Loi de Finances et d'autre part de leur progression physique. Notre prévision est de +1% d'augmentation forfaitaire de la base des valeurs locatives.

Conformément à ses engagements de campagne, la municipalité maintient sa politique de GEL des taux ménages malgré ce contexte contraint, ce qui signifie que les efforts de gestion doivent être poursuivis. En effet, la volonté est de poursuivre le gel de la fiscalité, qui demain, ne portera plus que sur le foncier bâti ; L'augmentation viendrait affaiblir l'attractivité communale tant en termes d'acquisitions que de constructions neuves.

2- La fiscalité professionnelle unique :

Commentry Montmarault Néris Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique. Le montant de l'attribution de compensation 2020 et suivant est fixée à 7 211 170 €. Cette attribution de compensation sera amenée à évoluer en fonction de l'évaluation des charges transférées suite à d'éventuels transferts de compétences.

3- Les dotations et participations :

Le PLF 2020 n'introduit pas de modification dans le calcul de la dotation forfaitaire qui continuera d'évoluer en fonction de l'évolution de la population DGF et de l'écrêtement, si le potentiel fiscal de la commune est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen. Au vu des abondements inscrits dans le PLF, l'écrêtement devrait être similaire à celui de 2019. La commune prévoit une diminution de la DGF, le montant prévu est de 87 000 € en 2020 et la DGF serait nulle en 2021.

Les compensations fiscales diminuent de 4 297 €, soit de plus de 2% par prudence, en l'absence de certitude.

TABLEAU TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

	Éléments des comptes administratifs					Prospectives/ évaluations		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produit des taxes directes	4 136 845	4 265 580	4 234 402	3 217 200	3 242 578	3 324 012	3 357 252	3 390 825
Taxe additionnelle au foncier non bâti (-731)		5 451	0	0	0	0	0	0
Rôles supplémentaires	6 325	53 360	60 474	11 768	145 140	0	0	0
Produit des contributions directes	**4 143 170**	**4 324 391**	**4 294 876**	**3 228 968**	**3 387 717**	**3 324 012**	**3 357 252**	**3 390 825**
Cotisation sur la valeur ajoutée - CVAE	1 014 588	619 764	682 591	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales - TASCOM	32 286	29 396	40 844	0	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux - IFER	36 727	37 586	39 288	0	0	0	0	0
Fonds national de garantie individuel de ressources - FNGIR	2 913 644	2 913 644	2 913 644	2 913 648	0	0	0	0
Fiscalité transférée	**3 997 245**	**3 600 390**	**3 676 367**	**2 913 648**	**0**	**0**	**0**	**0**
Attribution de compensation (art 7321)	0	0	0	3 151 663	7 211 170	7 211 170	7 211 170	7 211 170
FPIC (art 73223)	0	0	0	52 856	49 867	49 946	47 000	47 000
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	4 613	4 027	3 785	3 832	3 918	3 000	3 000	3 000
Taxe de séjour (art 7362)	2 776	2 846	2 751	3 435	2 057	1 500	2 000	2 000
Taxes sur la publicité (art 7368)	11 138	9 226	9 280	8 759	3 606	5 000	5 000	5 000
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	65 291	71 138	101 828	72 492	59 780	59 000	60 000	60 000
Fiscalité indirecte	**83 819**	**87 236**	**117 644**	**3 293 037**	**7 330 397**	**7 329 616**	**7 328 170**	**7 328 170**
DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	2 117 187	1 797 451	1 477 075	349 501	269 490	173 442	87 000	0
Dotation de solidarité rurale - DSR (art 74121 et 74122)	40 840	43 637	46 648	48 333	49 528	50 902	51 000	51 300
FCTVA (art 744)	0	0	0	22 219	36 284	43 373	35 000	35 000
DGD (art 746)	0	0	21 672	0	0	0	0	0
Participations (art 747)	264 826	291 904	361 853	371 374	292 470	296 350	281 200	281 200
Compensations fiscales (art 748)	2 092 913	1 525 519	425 147	317 519	254 449	201 297	197 000	197 000
Dotation de compensation de la réforme de la TP - DCRTP	0	510 674	1 532 018	1 532 018	0	0	0	0
Dotations	**4 515 766**	**4 169 185**	**3 864 413**	**2 640 964**	**902 221**	**765 364**	**651 200**	**564 500**
Atténuation de charges (chap 013)	142 242	307 304	174 568	224 692	172 058	160 000	163 000	163 000
Produits des services (chap 70)	1 064 035	1 137 168	1 142 077	1 191 407	1 155 741	1 148 000	684 300	684 300
Autres produits de gestion courante (chap 75)	91 306	83 348	100 285	111 975	147 532	113 000	110 500	110 500
Produits financiers (chap 76)	20 440	19 696	10 627	10 780	12 044	14 018	14 000	14 000
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	15 727	31 948	3 911	26 377	34 860	18 120	0	0
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	111 990	220 609	63 628	26 762	44 091	12 000	10 000	10 000
Autres recettes d'exploitation	**1 445 740**	**1 800 073**	**1 495 096**	**1 591 992**	**1 566 325**	**1 465 138**	**981 800**	**981 800**
Total des recettes réelles de fonctionnement	**14 185 740**	**13 981 275**	**13 448 396**	**13 668 608**	**13 186 660**	**12 884 130**	**12 318 422**	**12 265 295**

4- Les dépenses :

Les dépenses de fonctionnement sont contenues en globalité.

Les charges à caractère générale ainsi que le FPIC, les autres charges de gestion courante et les charges exceptionnelles augmentent très légèrement.

Les charges de personnel baissent significativement suite au transfert des agents des services des eaux et de l'assainissement au SMEA au 1er janvier 2020.

Les subventions versées sont en augmentation avec un montant prévu pour les associations de 550 000 € (COS + 6 000 €, OMPAC +40 000 €…)

TABLEAU TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	Éléments des comptes administratifs					Prospective /évaluations		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Charges à caractère général (chap 011)	3 092 320	3 075 493	2 652 630	2 612 603	2 566 157	2 673 130	2 712 370	2 700 000
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	6 852 269	6 885 134	6 650 339	6 813 950	6 807 485	6 873 000	6 669 150	6 700 000
Contingents et participations obligatoires (art 655)	447 936	264 035	247 062	248 969	269 661	313 000	303 850	350 000
Subventions versées (art 657)	1 247 564	1 146 407	1 114 706	978 820	892 623	993 400	1 059 680	1 059 680
Autres charges de gestion courante	131 919	151 043	169 444	169 112	183 131	180 000	194 250	194 250
Autres charges de gestion courante (chap 65)	**1 827 420**	**1 561 484**	**1 531 212**	**1 396 901**	**1 345 416**	**1 486 400**	**1 557 780**	**1 603 930**
Intérêts de la dette (art 66111)	100 563	413 691	222 180	196 445	181 027	170 726	155 240	150 532
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	-5 395	13 588	- 4 876	- 4 590	- 4 307	0	0	0
Autres reversements (autres art 739)		0	0	2 390	0	0	0	0
FPIC (art 739223)	256 942	347 249	471 031	202 211	231 076	165 757	180 000	190 000
Autres charges financières (autres articles chap 66)	90 601	14 646	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles (chap 67)	159 775	36 175	32 078	23 410	120 935	18 000	31 970	18 000
Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)	0	0	0	103 000	0	0	0	0
Sous-total charges d'exploitation	**501 923**	**411 658**	**498 233**	**326 421**	**347 704**	**183 757**	**211 970**	**208 000**
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**12 374 495**	**12 347 461**	**11 554 594**	**11 346 319**	**11 247 789**	**11 387 013**	**11 306 510**	**11 362 462**

À noter :

Le document ne mentionne pas les écritures de transfert de patrimoine et de résultat qui seront inscrites dans le budget général. En effet, les budgets d'eau, d'assainissement et de service public d'assainissement non collectif (SPANC) seront fermés au 31 décembre 2019, le transfert de compétences sera réalisé par des écritures dans le budget général.

III – LES INVESTISSEMENTS

Les recettes d'investissement comprennent une somme importante de subventions perçues au-delà des subventions des équipements réalisés en 2020. En effet, une majorité des subventions prévues en 2020 correspond à des projets de 2019 soit près de 600 000 €.

TABLEAU DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

	Eléments des comptes administratifs					Prospective / évaluations		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
FCTVA (art 10222)	308 470	230 120	1 738 842	215 790	400 967	488 026	300 000	230 000
Emprunts en cours	650 000	768 645	0	1 000 000	800 000	0	0	0
Emprunts prospective	0	0	0	0	0	600 000	500 000	500 000
Emprunts	650 000	768 645	0	1 000 000	800 000	600 000	500 000	500 000
Taxe d'urbanisme	21 790	18 859	15 521	25 158	18 313	15 000	15 000	15 000
Subventions perçues liées au PPI	92 482	79 635	0	74 034	1 123 637	450 000	900 031	177 129
Produit des amendes de police	16 989	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	3 659	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers en recette (chap 45)	60 720	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	386 880	640	0	0	0	0	0
Autres recettes d'investissement	**195 640**	**485 374**	**16 161**	**99 192**	**1 141 951**	**465 000**	**915 031**	**192 129**
Total des recettes réelles d'investissement	**1 154 110**	**1 484 139**	**1 755 003**	**1 314 982**	**2 342 918**	**1 553 026**	**1 715 031**	**922 129**

TABLEAU DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

	Eléments des comptes administratifs					Prospective / évaluations		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	1 120 709	3 091 595	1 325 902	2 495 948	3 077 751	2 160 000	2 102 770	1 667 890
Restes à réaliser 2019							1 000 000	
Subventions d'équipement (art 204)	235 403	143 431	130 997	109 588	69 912	0	0	0
Sous-total dépenses d'équipement	**1 356 112**	**3 235 026**	**1 456 898**	**2 605 536**	**3 147 663**	**2 160 000**	**3 102 770**	**1 667 890**
Remboursement capital de la dette	791 899	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 061	596 675	547 847
Autres investissements hors PPI	0	0	193 440	193 440	15	0	0	0
Autres immobilisations financières	89 141	24 995	30 563	19 351	410 566	0	0	0
Opérations pour compte de tiers	148 900							
Autres dépenses d'investissement	238 041	24 995	30 563	19 351	410 566			
Total des dépenses réelles d'investissement	**2 386 052**	**4 346 404**	**2 416 539**	**3 509 085**	**4 303 386**	**2 931 061**	**3 699 445**	**2 215 737**

Les dépenses d'équipements 2020 comprennent des restes à réaliser de 2019 prévus pour 1 000 000 €. L'excédent global de clôture 2019 viendra financer ces restes à réaliser.

IV – LA SYNTHESE DU BUDGET GENERAL

	Eléments des comptes administratifs					Prospective / évaluations		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produit des contributions directes	4 143 170	4 324 391	4 294 876	3 228 968	3 387 717	3 324 012	3 357 252	3 390 825
Fiscalité transférée	3 997 245	3 600 390	3 676 367	2 913 648	0	0	0	0
Fiscalité indirecte	83 819	87 236	117 644	3 293 037	7 330 397	7 329 616	7 328 170	7 328 170
Dotations	4 515 766	4 169 185	3 864 413	2 640 964	902 221	765 364	651 200	564 500
Autres recettes d'exploitation	1 445 740	1 800 073	1 495 096	1 591 992	1 566 325	1 465 138	981 800	981 800
Total des recettes réelles de fonctionnement	**14 185 740**	**13 981 275**	**13 448 396**	**13 668 608**	**13 186 660**	**12 884 130**	**12 318 422**	**12 265 295**
Charges à caractère général (chap 011)	3 092 320	3 075 493	2 652 630	2 612 603	2 566 157	2 673 130	2 712 370	2 700 000
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	6 852 269	6 885 134	6 650 339	6 813 950	6 807 485	6 873 000	6 669 150	6 700 000
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 827 420	1 561 484	1 531 212	1 396 901	1 345 416	1 486 400	1 557 780	1 603 930
Intérêts de la dette (art 66111)	100 563	413 691	222 180	196 445	181 027	170 726	155 240	150 532
Autres dépenses de fonctionnement	501 923	411 658	498 233	326 421	347 704	183 757	211 970	208 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**12 374 495**	**12 347 461**	**11 554 594**	**11 346 319**	**11 247 789**	**11 387 013**	**11 306 510**	**11 362 462**
Epargne de gestion	**1 896 081**	**2 015 558**	**2 112 070**	**2 492 358**	**2 085 039**	**1 649 723**	**1 167 152**	**1 053 365**
Intérêts de la dette	100 563	413 691	222 180	196 445	181 027	170 726	155 240	150 532
Epargne brute	**1 795 518**	**1 601 866**	**1 889 891**	**2 295 913**	**1 904 012**	**1 478 997**	**1 011 912**	**902 833**
Remboursement capital de la dette	791 899	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 061	596 675	547 847
Epargne nette	**1 003 619**	**515 484**	**1 154 253**	**1 605 154**	**1 158 871**	**707 936**	**415 238**	**354 986**
FCTVA (art 10222)	308 470	230 120	1 738 842	215 790	400 967	488 026	300 000	230 000
Emprunts	650 000	768 645	0	1 000 000	800 000	600 000	500 000	500 000
Autres recettes	195 640	485 374	16 161	99 192	1 141 951	465 000	915 031	192 129
Total des recettes réelles d'investissement	**1 154 110**	**1 484 139**	**1 755 003**	**1 314 982**	**2 342 918**	**1 553 026**	**1 715 031**	**922 129**
Sous-total dépenses d'équipement	1 356 112	3 235 026	1 456 898	2 605 536	3 147 663	2 160 000	2 102 770	1 667 890
Restes à réaliser 2019							1 000 000	
Autres investissements hors PPI	0	0	193 440	193 440	15	0	0	0
Remboursement capital de la dette	791 899	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 061	596 675	547 847
Autres dépenses d'investissement	238 041	24 995	30 563	19 351	410 566	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**2 386 052**	**4 346 404**	**2 416 539**	**3 509 085**	**4 303 386**	**2 931 061**	**3 699 445**	**2 215 737**
Fonds de roulement en début d'exercice	2 956 025	3 535 327	2 306 876	3 539 141	3 667 328	3 645 732	3 764 815	2 792 313
Résultat de l'exercice	579 303	-1 228 451	1 232 266	128 187	-21 596	119 082	-972 501	-390 775
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 535 327	2 306 876	3 539 142	3 667 328	3 645 732	3 764 815	2 792 313	2 401 538
Capital Restant Dû cumulé au 01/01 (*)	8 062 971	7 890 448	7 589 028	6 853 463	7 162 705	7 217 563	7 046 503	6 949 828
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	7 890 448	7 589 028	6 853 463	7 162 705	7 217 563	7 046 503	6 949 828	6 901 981

(*) le swap (changement variable à un fixe) réalisé sur l'emprunt de la piscine fait varier le capital restant dû chaque année.

L'EPARGNE BRUTE :
Elle est la différence entre les recettes de fonctionnement (hors produits de cessions d'immobilisations, chapitre 77 produits exceptionnels - compte 775) et les dépenses de fonctionnement.

LE FOND DE ROULEMENT :
Comme nous le précise la cour de comptes dans le rapport du 6 juillet 2017, le fond de roulement est supérieur au seuil prudentiel d'un mois de couverture des charges courantes sur la période 2010 à 2015. L'effort de gestion réalisé par la commune est poursuivi car le fond de roulement représente 3 mois de dépenses de fonctionnement pour l'année 2020 (sur la base du fond de roulement au 31/12/2020).

V – TABLEAU PLURIANNUEL DES EQUIPEMENTS

Certaines opérations listées ci-dessous sont susceptibles d'apparaitre en section de fonctionnement dans le budget en fonction de leur nature comptable.

BUDGET GENERAL	2020	2021
Intitulé	***Montant TTC***	***Montant TTC***
INVESTISSEMENT PROPOSÉ	**2 102 770 €**	**1 667 890 €**
Subvention investissement	**191 000 €**	**195 000 €**
Subvention OPAC (2019 non versé 72 000 € bat Rougeron, log Peri 10 000 €, bat I et J rougeron 84 000 €)	166 000 €	170 000 €
Subvention façades	25 000 €	25 000 €
Marchés publics	**5 000 €**	**5 000 €**
Publication (hors opération)	5 000 €	5 000 €
Informatique	**51 400 €**	**48 000 €**
Renouvellement équipements informatiques (montant 2021 : Pléiade Sub DRAC)	30 000 €	42 000 €
Évolution logiciel Concerto (facturation des services périscolaires) module solution de mobilité des pointages (formation à prévoir : 792 € TTC) fonct : Maintenance : 300 € TTC /an fonct: prévoir 5 smartphones pour les pointages : 700 €	2 500 €	
Évolution portail citoyens pour préinscriptions services périscolaires formation à prévoir Fonct: 2 300 € fonct :abonnement espaces citoyens /module démarches familles et maintenance : 3 240 € TTC /an	4 700 €	
AMO pour évolution des systèmes téléphoniques des sites (autocoms mairie, CTM, Pléiade, RS Lavoisier, L'agora, CCAI)	4 000 €	
Acquisition module gestion des élèves de l'école de musique		6 000 €
Évolution logiciel État Civil (formation à prévoir en fonctt : 3 700 € TTC) maintenance en : + 500 € TTC /an	2 000 €	
Équipement d'une borne wifi pour le public (câblage, fourniture borne, pare feu) pour le Forum	6 000 €	
Équipements informatiques – licence en abonnement	1 200 €	
Système de badgeuse Mairie (opération nouvelle de fonctionnement)	1 000 €	

BUDGET GENERAL	2020	2021
Intitulé	***Montant TTC***	***Montant TTC***
Voirie	**465 000 €**	**635 000 €**
Marché à bon de commande	180 000 €	200 000 €
Protections incendie	10 000 €	10 000 €
Coordination concessionnaires	25 000 €	25 000 €
TRAVAUX AMENAGEMENT RUE DES MARLIERES	250 000 €	
Rue Molière - Aménagement de voirie - projet mobicap		110 000 €
Nouvelle entrée USINE ERASTEEL		30 000 €
Rue de la Grange - Élargissement et Aménagement (de la rue de Père Mathieu au Stade de la Grange)		260 000 €
Reconquête centre-ville centre bourg	**150 000 €**	**350 000 €**
Programme de démolitions		
Démolition N°23 rue C.Thivrier	150 000 €	
travaux centre-ville		300 000 €
Acquisitions immobilières (+ frais de notaire)		50 000 €
Développement Durable - Sécurité	**48 000 €**	**45 000 €**
Travaux de conformité électrique et gaz ERP	15 000 €	15 000 €
AD'AP - Accessibilité des ERP		30 000 €
Pléiade	5 000 €	
École de Musique	18 000 €	
Vestiaires Stade Synthétique	5 000 €	
FCEA	5 000 €	
Bâtiments	**374 000 €**	**0 €**
Remplacement faux plafond et éclairage salle rez de chaussée Foyer des anciens	14 000 €	
Modélisation patrimoine bâti	8 000 €	
Rénovation énergétique Hôtel de Ville (bureaux services techniques)	340 000 €	
Rénovation du lavoir de la Torche (fond de concours comcom)	12 000 €	
Agora - Ecole de Musique	**60 000 €**	**0 €**
Agora -BUDGET TVA		
Maîtrise d'œuvre Espace de création et de diffusion culturelle	60 000 €	
Écoles / Jeunesses / Familles	**538 000 €**	**50 000 €**
École Edith Busseron		
Construction de sanitaires avec préau 2ème cour	470 000 €	
Amélioration thermique combles Bât D	18 000 €	
Autres Écoles et restaurants scolaires		
Travaux	50 000 €	50 000 €
Culture / Vie Associative	**11 500 €**	**7 000 €**
La Pléiade		
Animation PEPIT	4 500 €	
Peinture espace jeunesse/adulte	7 000 €	7 000 €

BUDGET GENERAL	2020	2021
Intitulé	***Montant TTC***	***Montant TTC***
Sports	**29 000 €**	**200 000 €**
MOE Bardage couverture G.Pellez	7 000 €	
Salle de musculation - Maitrise d'œuvre Extension	8 000 €	
Boulodrome - Extension		200 000 €
Piscine - remplacement des portes intérieures	10 000 €	
Piscine - Sécurisation accès toiture	4 000 €	
Eglises	**5 000 €**	**0 €**
Église du Sacré Cœur		
MOE Réfection couverture	5 000 €	
Sécurité	**16 000 €**	**37 000 €**
Signalisation (demandes complémentaires : ZI & Centre Ville)	2 000 €	2 000 €
Mise en conformité SLT (Signalisation Lumineuse Tricolore) - Carrefour "intermarché"		35 000 €
Mise en conformité SLT (Signalisation Lumineuse Tricolore) - Plaveret	3 000 €	
Alarme anti intrusion - Piscine	11 000 €	
CTM	**84 760 €**	**85 890 €**
Cadre de Vie		
Acquisition de jeux (fond de concours comcom)	15 000 €	
Barnum (5m x 8m) non parapluie	3 200 €	
Tondeuse rider autoporté avec plateau de transport	6 500 €	
Acquisition petit matériel (débroussailleuses, tondeuse, tronçonneuse…)	7 500 €	7 500 €
Plantation rue des Marlières	3 000 €	
Création ilots espaces verts rue D. Papin (tranche 2)		3 000 €
Hydro mulching Av. Edouard Vaillant	1 500 €	
Hydro mulching cimetière carré E&F	4 430 €	
Hydro mulching cimetière carré G&H		7 190 €
Hydro mulching cimetière carré D	4 230 €	
Etat sanitaire des arbres ONF (parc de la mine)	8 000 €	
Produit bio contrôle	3 000 €	
Entretien patrimoine		
Éclairage terrain pétanque		1 600 €
Acquisition panneaux rues Commentry	5 000 €	5 000 €
Signalisation verticale	4 000 €	8 000 €
Travaux de peinture Bâtiments Écoles, Gym, salle des anciens..		6 000 €
Feux tricolores	4 000 €	4 000 €
Panneaux élections sur fourreaux		2 600 €

BUDGET GENERAL	**2020**	**2021**
Intitulé	***Montant TTC***	***Montant TTC***
Garage		
Lame et saleuse pour Ford Transit		24 000 €
Auto laveuse Marché Couvert	5 000 €	
Disqueuse thermique Diam 350mm	1 200 €	
Remorque plateau pour mini pelle	6 000 €	
Cuve essence mobile	3 200 €	
Bétonnière		15 000 €
Sécateur électrique		2 000 €
Mobilier	**40 750 €**	
Jeunesse (Écoles)	15 000 €	
Fauteuils bureaux (divers services)	7 750 €	
Restaurant scolaire Vieux Bourg	18 000 €	
Divers	**33 360 €**	**10 000 €**
Mobilier urbain	10 000 €	10 000 €
Containers pour écoles	1 200 €	
Parcours d'orientation permanent	5 800 €	
Installation du pare-ballon supplémentaire au Forum	5 040 €	
Matériel nettoyage extension (aspirateur 1080) et Gymnase 1 (machine HS3600)	4 700 €	
Remplacement rideau de séparation Gymnase Pellez	6 620 €	

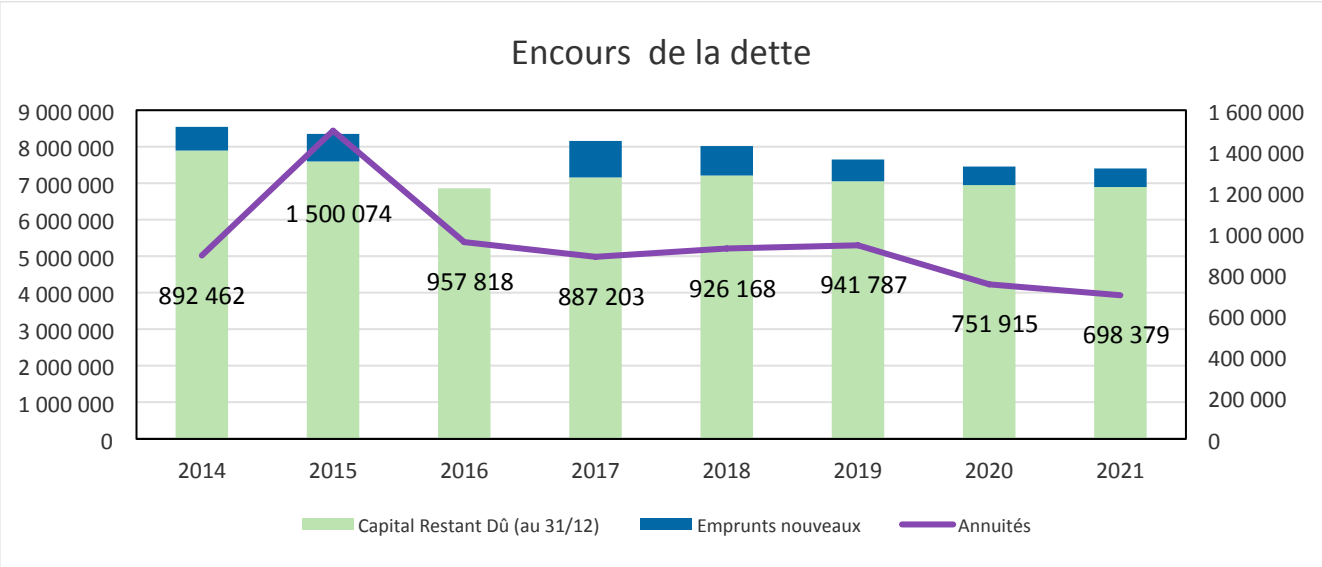
VI – ANNEXES DETTES

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **7 890 448 € en 2014 à 6 901 981 € en 2021** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **892 462 € en 2014 à 698 379 € en 2021** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	*Evolution n-1*	Emprunts nouveaux
2014	7 890 448	-2,14 %	650 000
2015	7 589 028	-3,82 %	768 645
2016	6 853 463	-9,69 %	0
2017	7 162 705	4,51 %	1 000 000
2018	7 217 563	0,77 %	800 000
2019	7 046 503	-2,37 %	600 000
2020	6 949 828	-1,37 %	500 000
2021	6 901 981	-0,69 %	500 000

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



Le tableau ci-dessus fait apparaitre une importante annuité en 2015 qui correspond à la régularisation des emprunts de la piscine.

La collectivité voit s'éteindre deux emprunts pour chacune des années 2018 et 2019 et un en 2020.

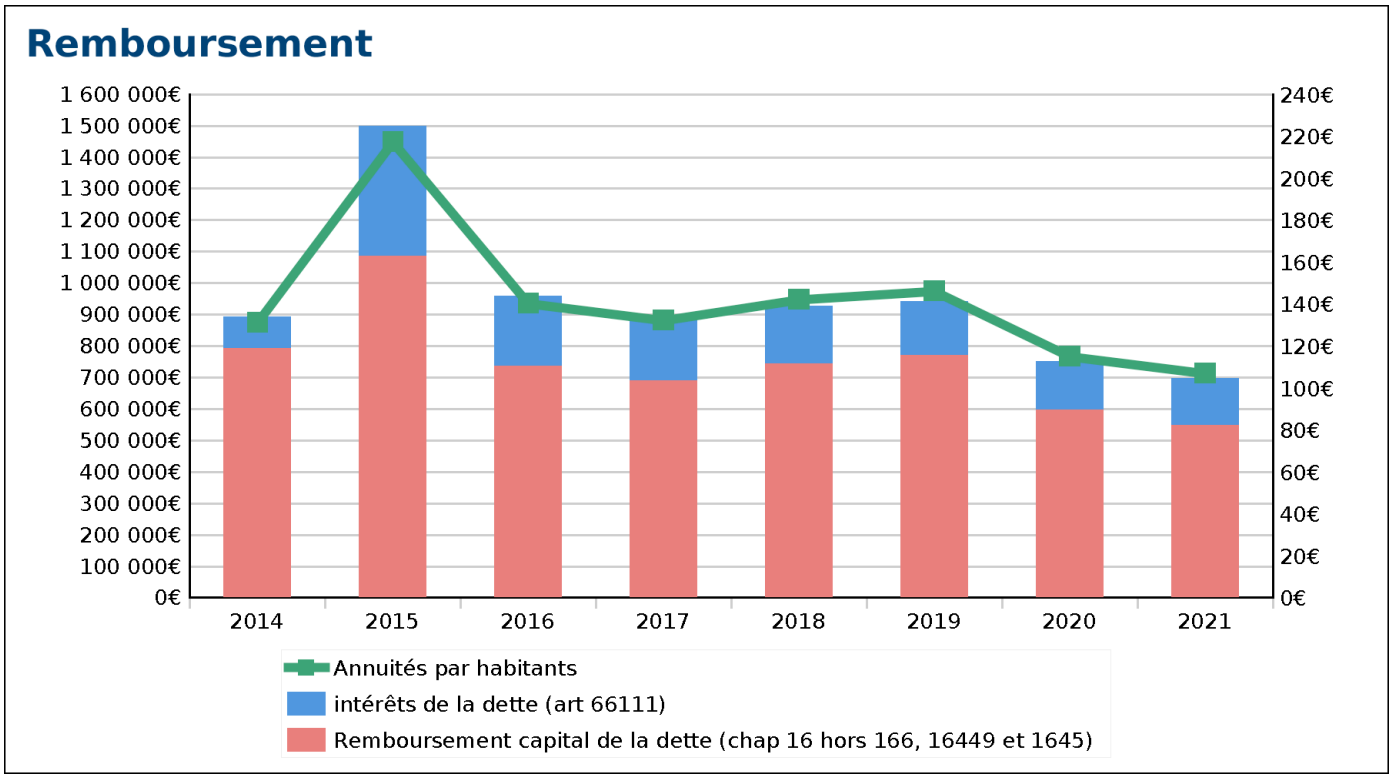
VI.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	892 462	1 500 074	957 818	887 203	926 168	941 787	751 915	698 379
Evolution n-1 (en %)	-41,56 %	68,08 %	-36,15 %	-7,37 %	4,39 %	1,69 %	-20,16 %	-7,12 %
Capital en euro	791 899	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 061	596 675	547 847
Intérêts en euro	100 563	413 691	222 180	196 445	181 027	170 726	155 240	150 532

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant (population DGF) évolue de la façon suivante :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	131	217	140	132	142	146	115	107
Capital	116	157	107	103	114	120	91	84
Intérêts	15	60	32	29	28	26	24	23

VI.3 - Ratio de désendettement

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio	4,4 ans	4,7 ans	3,6 ans	3,1 ans	3,8 ans	4,8 ans	6,9 ans	7,6 ans

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.

En moyenne, une collectivité emprunte sur des durées de 15 années. Ainsi, une collectivité qui a une capacité de désendettement supérieure ou égale à 15 ans est déjà en situation critique. On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. Passé ce seuil, les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures. Le seuil de vigilance s'établit à 10 ans.

Le taux moyen du stock de dette (hors emprunt en prospective) est de 2.42 %, si l'on exclut l'emprunt piscine, il est de 1.73 %. Si l'on intègre l'emprunt en prospective le taux moyen descend à 2.28% compte tenu du taux négocié en 2019 sur les 600 000 € d'emprunt. Pour les communes et EPCI de moins de 10 000 habitants le taux moyens est de 2.85% en 2018.

La durée de vie moyenne des emprunts du budget général est de 6 ans et 9 mois (hors emprunt en prospective). Pour les communes et EPCI de moins de 10 000 habitants la durée de vie résiduelle moyenne est de 12.77 ans en 2018.

Vous trouverez ci-après la répartition de la dette sur la charte Gissler.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE) au 27 NOVEMBRE 2019	A2.9

Structures Indices sous-jacents		(1) Indices en euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Écarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Écarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Échange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Échange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	9 *+1 emprunt en prospective*	-	-	-	-	-
	% de l'encours	99,49%	-	-	-	-	-
	Montant en euros	6 445 091 € + 600 000 €	-	-	-	-	-
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	-	-	-	-	-
	% de l'encours	0,51%	-	-	-	-	-
	Montant en euros	33 333 €	-	-	-	-	-
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(F) Autres types de structures	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-

20